

*Le Conseil régional
de l'environnement
de Lanaudière*

Rapport d'activités

2000 - 2001

Introduction

La fin de cette année d'activités marque le 10^e anniversaire du Conseil régional de l'environnement de Lanaudière. En effet, le CREL a été fondé en mars 1991. Cette dixième année a été marquée par la consolidation de deux aspects majeurs de notre action.

- Au niveau des projets, la réalisation du *Système permanent de gestion des résidus domestiques dangereux (RDD) de la MRC de Montcalm* a permis d'actualiser et de renforcer l'expertise déjà considérable que le CREL a acquis par les divers projets de gestion des RDD qu'il a réalisés au cours des dernières années, une expertise unique parmi les différents conseil régionaux de l'environnement (CRE) du Québec. La réalisation de projets concrets demeure un domaine privilégié de l'action du CREL parce qu'elle permet, par les subventions obtenues, de maintenir un certain niveau d'activité et de compléter le financement toujours insuffisant de l'organisme. Elle permet en plus d'obtenir un gain environnemental réel qui s'est traduit cette année dans la MRC de Montcalm par un détournement de l'enfouissement d'une quantité de RDD plus grande qu'auparavant.

- Au niveau de la concertation, nous avons élargi la collaboration avec le milieu social et communautaire que nous avons initiée l'année dernière et nous avons intensifié notre participation aux activités des CRE métropolitains de même qu'aux activités et à la gestion du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ). L'aspect de la concertation avec les forces du milieu demeure fondamental dans la réalisation de notre mission au regard de la reconnaissance que nous accorde le Ministère de l'Environnement du Québec. Dans l'accomplissement de ce volet social de notre mission, nous réalisons que de plus en plus de gens considèrent et affirment, comme nous, que la qualité de l'environnement est un déterminant majeur de la santé et que le citoyen est le premier expert de son milieu de vie.

Voici donc, résumées en quelques pages, les principales activités que le CREL a organisé ou auxquelles il a participé au cours de la dernière année.

Administration

- Entre le 1er avril 2000 et le 31 mars 2001, il y a eu 6 séances du conseil d'administration et 5 séances du comité exécutif.
- Élaboration par le directeur d'un système de comptabilité interne pour remplacer le travail de comptabilité réalisé ces dernières années par la firme GESTA.

Communications

- Réalisation d'un centre de documentation informatisé de près 4 000 documents sur base de donnée Access à partir de la documentation accumulée par l'organisme.
- Organisation d'une conférence de presse pour le lancement de la campagne "Un rang pour ceux qui ont faim" et publication d'une publicité conjointe avec Moisson Lanaudière dans le cadre de cette campagne.
- Participation à une conférence de presse du Regroupement Vert de Sainte-Geneviève-de-Berthier sur la position des écologistes dans le dossier de l'agrandissement du site d'enfouissement sanitaire de Sainte-Geneviève/Saint-Thomas.
- Participation à l'organisation et au déroulement d'une soirée d'information sur les OGM au CEGEP régional de Lanaudière à Joliette. Organisation d'une conférence de presse conjointe lors de cet événement pour présenter les panélistes/conférenciers, soit Mme Louise Vandelac, M. Gilles-Éric Séralini, Mme Suzanne H. Fortin et M. Éric Léger. Envoi d'une invitation à tous les membres et sympathisants du CREL.
- Participation du directeur en tant que conférencier à une autre soirée d'information sur les OGM à Saint-Jean-de-Matha.
- Participation à Montréal à une conférence de presse conjointe avec le Conseil régional de l'environnement des Laurentides, l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN), MM. Paul Piché et Frédéric Bach. Les participants ont demandé l'établissement d'un échéancier pour la réalisation d'un sentier de motoneige alternatif à l'extérieur du parc du Mont-Tremblant et pour l'interdiction des motoneiges dans le parc. En attendant l'ouverture de ce sentier alternatif, les participants ont demandé une tarification du passage des motoneiges dans les sentiers du parc au même titre que les autres activités.

- En tant que partenaire, participation à une conférence de presse de l'Association pour l'air pur (ALAP) lors du dévoilement des gagnants du tirage organisé dans le cadre d'un projet de sensibilisation à la présence de polluants liés au chauffage au bois ainsi qu'aux bonnes pratiques en ce domaine.
- Envoi d'une invitation à tous les membres du CREL à participer aux activités régionales et à la marche du Sommet des peuples des Amériques du 21 avril à Québec.

Gestion de l'eau

- Participation à l'Assemblée générale de formation du Comité ZIP des Seigneuries à Repentigny. Cette zone d'intervention prioritaire (ZIP) est constituée du fleuve Saint-Laurent et de ses deux rives entre Varennes et Contrecoeur. Le délégué du CREL, M. Gilles Côté, a été élu administrateur de la ZIP à l'un des postes réservés au secteur de l'environnement.
- Participation aux séances du conseil d'administration du comité ZIP des Seigneuries.
- Participation à la consultation publique de la ZIP des Seigneuries pour élaborer les priorités d'action en vue de la préparation du Plan d'action et de réhabilitation écologique.

Gestion des matières résiduelles

- Collaboration avec la MRC de Montcalm dans une démarche d'inventaire visant la conception du Plan de gestion des matières résiduelles de la MRC.
- Réalisation du projet de *Système permanent de gestion des résidus domestiques dangereux dans la MRC de Montcalm*. Ce projet a été rendu possible grâce à des contributions financières du programme ÉcoAction 2000 d'Environnement Canada, du programme Action-Environnement du Ministère de l'Environnement du Québec et de la MRC de Montcalm. Le dépôt permanent a été installé en juillet et août au garage municipal de Sainte-Julienne sous la forme d'une aire asphaltée et clôturée comprenant essentiellement trois conteneurs maritimes et un réservoir d'huile usée de 1 000 gallons avec bassin de rétention. L'objectif de récupération initial de 16 tonnes de RDD a été largement dépassé puisque nous avons récupéré environ 26 tonnes lors des collectes organisées en septembre dans chacune des municipalités de la MRC.

- Participation à la consultation publique organisée par la MRC de Joliette et présentation d'un avis écrit sur le projet de règlement #152-2000 visant la modification du schéma d'aménagement de la MRC dans le but d'augmenter l'aire d'enfouissement sanitaire de Saint-Thomas-de-Joliette par l'inclusion de la plus grande partie des lots 376, 388 et 389.
- Représentations multiples auprès du conseil municipal de Saint-Thomas, auprès de M. Guy Chevrette, député de Joliette, auprès de Mme Louise Harel, ministre des Affaires municipales et de la Métropole et auprès de M. André Boisclair, ministre de l'Environnement, contre le projet de règlement #152-2000 de la MRC de Joliette. Une entrevue radiophonique a également été accordée à Radio-Canada sur cette question.
- Participation à un colloque organisé par Réseau-Environnement sur le nouveau projet de règlement sur l'élimination des matières résiduelles, à Sherbrooke.
- Présentation au ministre de l'Environnement du Québec de nos commentaires et recommandations concernant le projet de règlement sur l'élimination des matières résiduelles.
- Support technique à l'implantation éventuelle d'un programme de compostage à Sainte-Julienne.
- Participation à une rencontre du Comité de suivi de COSE Lanaudière sur les opérations du site d'enfouissement sanitaire de la compagnie EBI à Sainte-Geneviève et à Saint-Thomas.
- En tant que membre du Comité de suivi de COSE - EBI, nous avons participé à une enquête de l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQÀM sur le fonctionnement des comités de suivi industriel au Québec.
- Participation aux travaux du comité de négociation de la MRC de D'Autray avec la compagnie EBI sur la gestion future du site d'enfouissement sanitaire de Sainte-Geneviève-de-Berthier.
- Nous avons poursuivi notre participation aux travaux du Comité d'étude sur la gestion des déchets de la MRC de D'Autray.
- Participation à deux rencontres d'un comité sur les projets d'économie sociale en gestion des matières résiduelles dans le cadre des travaux de la Table régionale sur l'économie sociale de Lanaudière (TRESL).

Parcs, forêts, milieux naturels

- Dans le cadre du projet Vert Lanaudière, plantation de 300 arbres d'espèces indigènes nobles dans des parcs et des terrains municipaux des municipalités de Mascouche et Charlemagne.
- Participation à une rencontre organisée par l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées de Lanaudière sur les enjeux environnementaux du plan de protection et de mise en valeur des forêts privées de Lanaudière sous le thème "La protection du potentiel des ressources du milieu forestier et de la biodiversité".
- Rencontre avec des représentants de l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN), du Fonds mondial pour la nature (WWF Canada) et du conseil régional de l'environnement des Laurentides dans le but de recommander à la FAPAQ l'adoption d'un plan directeur pour le Parc du Mont-Tremblant et aussi d'un plan général d'ensemble pour le développement du réseau des parcs provinciaux.

Présentation de projets

- Systeme permanent de gestion des résidus domestiques dangereux dans la MRC de Montcalm. Ce projet a été accepté par les autorités de la MRC et réalisé au cours de l'été 2000.
- Promotion du développement durable auprès des décideurs municipaux. Ce projet visait une présentation des concepts du développement durable ainsi que de ses applications pratiques aux conseils municipaux de la région. Il était assorti d'un volet concret dans les municipalités qui voulaient y participer. Pour les municipalités urbaines, ce volet consistait en un programme d'inspection des gaz d'échappement et d'entretien préventif visant l'économie d'énergie pour les flottes de véhicules municipaux. Pour les municipalités rurales, il s'agissait d'un programme d'analyse de l'eau de consommation de résidences utilisant des puits individuels. La plus grande partie du financement anticipé provenait du Programme d'aide aux priorités en environnement (PAPE) du Ministère de l'Environnement. Le financement du projet a été refusé.
- Aménagement d'un sentier d'hiver à usages multiples non-motorisés. Ce projet vise l'aménagement d'un sentier d'environ 60 km dont la plus grande partie se situe sur le territoire de la ZEC des Nymphes. En collaboration avec la ZEC, l'Association des amateurs de traîneaux à chiens et d'autres partenaires, le CREL a

fait une demande au Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD). En attente de décision pour le financement.

- *Récupération des huiles usées provenant des producteurs agricoles dans la MRC de Montcalm.* Ce projet a été présenté à ÉcoAction 2000 afin de maximiser la récupération des huiles usées et l'utilisation du nouveau réservoir d'huile usée du dépôt de RDD de Sainte-Julienne. Le financement a été refusé.
- *Système permanent de gestion des résidus domestiques dangereux dans la MRC de L'Assomption.* Semblable au projet réalisé à l'été 2000 dans Montcalm, ce projet a été présenté pour financement au FAQDD et à la MRC. Cependant, la valeur totale du projet (225 000 \$) dépasse de beaucoup celle du projet dans Montcalm parce que la population de la MRC de L'Assomption est beaucoup plus grande. Le projet a été accepté par le FAQDD et la MRC et se réalisera à l'été 2001. Nous sommes présentement à la recherche d'un site acceptable pour recevoir les installations requises.
- *Aménagement écologique du Mont Pontbriand.* Présenté à la Fondation Hydro-Québec pour l'environnement et au Fonds Jeunesse Lanaudière en collaboration avec l'École Marie-Anne de Rawdon, ce projet vise un reboisement partiel des pentes de l'ancien centre de ski du Mont Pontbriand. Dans une première étape, trois belvédères seront installés et rendus accessibles par environ trois kilomètres de sentiers. Des plantations thématiques seront effectuées au printemps 2002. En attente de décision pour le financement.

Participation aux activités du RNCREQ et relations avec les autres CRE de la région métropolitaine de Montréal

- Participation à l'AGA du Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) et au colloque sur le développement de stratégies de communication et de financement des CRE. À cette occasion, le délégué du CREL a accepté le poste de Vice-président à la recherche et au développement du RNCREQ.
- Participation à deux rencontres des membres de la Coalition pour le développement d'une agriculture durable pour le compte du RNCREQ.
- Participation aux séances du conseil d'administration et du comité exécutif du RNCREQ. Lors du dernier CA, le délégué du CREL a accepté le poste de président du comité sur l'agriculture du RNCREQ.

- En tant que membre du comité sur l'agriculture du RNCREQ, nous avons collaboré à la rédaction d'un mémoire présenté en commission parlementaire sur le projet de loi 184.
- Participation à deux rencontres avec les CRE de la grande région de Montréal sur l'opportunité de collaborer sur des dossiers communs touchant la future Communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Les CRE ayant une partie de leur territoire ou tout leur territoire sur celui de la CMM sont : le CRE de la Montérégie, le CRE de Montréal, le CRE de Laval, le CRE des Laurentides et le CRE de Lanaudière. Les dossiers communs concernent : l'aménagement du territoire et le transport, la gestion des matières résiduelles, la qualité de l'air et de l'eau, l'agriculture et les aires protégées.
- Participation à une rencontre d'information organisée par le CRE de Montréal sur la nouvelle répartition des responsabilités en matière d'environnement sur le territoire de la CMM.
- Participation à une consultation d'intervenants en environnement sur le territoire de la CMM dans le but d'identifier les modes d'intervention et les éléments importants et distinctifs de la région métropolitaine dans le cadre de l'établissement de la Stratégie québécoise sur les aires protégées.

Autres avis, représentations et réalisations

- Réponse à de nombreuses demandes ponctuelles faites par des citoyens concernant des problématiques environnementales vécues ou constatées.
- Soutien technique à deux groupes de citoyens (à Saint-Michel-des-Saints et à Rawdon) qui souhaitent s'organiser en association pour adresser des problèmes environnementaux locaux.
- Participation aux réunions de la table d'harmonisation du Parc du Mont-Tremblant.
- Poursuite de notre participation et de nos représentations au conseil d'administration du Conseil régional de développement Lanaudière (CRDL).
- Participation au forum sur la planification stratégique du CRDL. Nous avons participé à chacun des trois ateliers organisés selon les principaux axes de la planification. Ce forum avait pour but la validation de la démarche générale de planification. Nous avons fait valoir la nécessité de l'inclusion du concept de développement durable dans les différents axes et la nécessité que le CRDL se dote d'une politique de développement durable.

- Organisation d'une rencontre avec divers intervenants régionaux en matière d'environnement ainsi que des représentants du Ministère des Régions, du Ministère de l'Environnement et de la Direction de la santé publique dans le but de concerter le milieu et d'obtenir son appui dans la recherche de financement et de ressources régionales destinés à soutenir les initiatives dans le secteur de l'environnement.
- Rencontre avec le candidat bloquiste (devenu député par la suite) de la circonscription de Joliette, M. Pierre Paquette.
- Poursuite de notre soutien technique à l'Association pour l'air pur (ALAP) dans l'élaboration et l'exécution d'un projet de sensibilisation et de recherche sur les dangers pour la santé des émissions polluantes provenant du chauffage au bois.
- Participation à une visite des installations de Ciment Saint-Laurent organisée par COSE Lanaudière.
- Participation à l'AGA de COSE Lanaudière.
- Participation au lancement de la Fondation Hydro-Québec pour l'environnement.
- Présentation orale et dépôt d'un mémoire lors des audiences publiques sur la proposition de politique en matière de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire. Ces audiences étaient présidées par M. Gérald Larose.
- Présentation d'un état de situation de l'environnement et du milieu environnemental régional à la Table des partenaires du développement social de Lanaudière.
- Adhésion à la Table des partenaires du développement social de Lanaudière et participation à trois réunions de ses membres.
- Participation au comité de gestion de la Coalition des citoyens et citoyennes tannés d'attendre.
- Participation au comité d'organisation des activités régionales dans le cadre de l'année internationale des bénévoles.
- Participation au Comité Lanaudière-Québec Avril 2001 pour l'organisation d'activités d'information sur les effets de la mondialisation et des accords de libre-échange et pour l'organisation la marche du Sommet des peuples des Amériques le 21 avril à Québec.

Sources : Gilles Côté, directeur général
Michel Lambert, chargé de projet